



L'appui de George Soros à Kerry p.4

Que cachent les cadeaux du prédateur financier au candidat démocrate à la présidence ?



Plan d'urbanisme de Montréal p.6

Pour Clôde de Guise, il y a urgence de contester ce plan qui ne freinera pas l'afflux de voitures à Montréal.



Savoirs alternatifs p. 8

Une entrevue exclusive avec le fondateur de l'Université Populaire de Caen, le philosophe Michel Onfray.

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 7 • n° 12

Septembre 2004

3,50 \$



L'État investit à Mont-Tremblant

325 millions pour 5 000 jobines

PAR VALÉRIE SIMARD ET LE COUAC

LE 17 AOÛT ÉTAIT JOUR DE FÊTE à Mont-Tremblant. Les grands bonzes d'Intrawest, flanqués du lieutenant Lapierre (Transports, Ottawa) et du porte-drapeau Michel Audet (Développement économique, Québec), annonçaient l'expansion de leur Disneyland laurentien sur deux autres versants de la montagne. Un investissement d'un milliard de dollars sur dix ans, subventionné directement à près de 10% par des fonds publics, soient 95 millions \$. En plus de l'agrandissement de la surface de ski et des zones commerciales, cet investissement servira à construire 3 100 nouvelles chambres. Et, bien entendu, selon la formule magique consacrée, à « la création de 5 200 emplois » pour servir avec le sourire les 2,25 millions de touristes annuels. De quoi fêter!

dans nos poches pour attirer des touristes étatsuniens et créer des emplois dans le secteur de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme, c'est-à-dire des jobines sous-payées, à temps partiel et rarement syndiquées.

programmes sociaux, par exemple pour atténuer les effets de l'augmentation du coût de la vie ou de l'implantation du nouveau casino. Comment les travailleurs mal payés pourront-ils vivre, avec leurs sous-emplois, dans un endroit où les prix sont très élevés et où il manque cruellement de logements abordables?

Au service des Québécois ou des millionnaires?

À quelques jours d'intervalle, le ministre des Finances du Québec, Yves Séguin, s'est plaint de nouveau du manque d'argent en provenance d'Ottawa, puis le gouvernement dont il fait partie a annoncé qu'il accordait une aide de 45 millions de dollars à Intrawest pour de nouveaux aménagements à Mont-Tremblant, principalement à l'usage de riches Américains. On nage en pleine absurdité. On sabre sans pitié dans les subventions aux organismes culturels et communautaires. On coupe dans l'aide aux étudiants. La Cinémathèque québécoise est menacée de fermeture. Les hôpitaux comme les universités ne peuvent plus joindre les deux bouts. Les agriculteurs sont à bout de souffle. Que fait notre très provincial gouvernement? Il verse des fonds publics dans les goussets déjà bien garnis d'une entreprise qui a d'autres soucis que nos objectifs sociaux et environnementaux. Ce genre de « développement » ne mérite pas ce nom.

Au fait, y a-t-il encore une opposition officielle pour dénoncer pareil scandale? C'est vrai que l'opposition voulait offrir le double...

PIERRE DE BELLEFUEILLE

Agrandissement du Disneyland de Mont-Tremblant



ET ICI, IL Y AURA UNE BELLE CABANE EN BOIS ROND AVEC DES TITES LUMIÈRES AUTOUR.

Lapierre a tenu à rassurer les citoyens: les routes, aqueducs et égouts construits grâce à sa généreuse aide publique deviendront « ultérieurement » propriété de la Ville de Mont-Tremblant. « Remettons aux contribuables ce qui revient aux contribuables », a-t-il fait valoir. Des équipements publics, payés par des fonds publics, qui deviendront « ultérieurement » propriété publique: on reste pantois devant tant de générosité! Et un peu perplexe en constatant qu'on a besoin de l'entreprise privée pour définir les priorités des contribuables...

On nous dit qu'Intrawest, société fort rentable, avait absolument besoin de cet argent. Même si son chiffre d'affaires a dépassé le milliard de dollars en 2003. Même si elle vient de se constituer 180M\$ de capital en vendant des actions. Même si plusieurs partenariats ont été conclus pour le projet Mont-Tremblant. Mais fallait-il absolument que l'État participe au plus important chantier touristique en Amérique du Nord sans même le questionner? Quel chantage Intrawest a-t-elle pu exercer sur nos gouvernants pour obtenir autant d'argent? Elle ne pouvait quand même pas menacer de déménager ses activités hivernales au Mexique...

temps le prolongement de l'autoroute 50 pour relier l'Outaouais aux Laurentides. « Plus tard! », tranche Lieutenant Canada, section Québec.

Au terme du développement, en 2014, la station pourra accueillir 20 000 skieurs par jour au lieu des 12 000 actuels. Le domaine skiable doublera presque. Évidemment, presque pas un mot de Audet ou Lapierre sur l'impact de ces travaux sur les milieux naturels. On replantera les arbres coupés ailleurs, dit-on. Et on les vendra à l'industrie forestière, peut-être? Aucun détail sur les pollutions culturelle, visuelle, auditive et chimique inévitables d'un tel chantier.

Rien non plus sur la privatisation progressive de la région des Laurentides et sur son embourgeoisement. On peut en effet se demander si le scénario de Guindonville se répétera, quand la municipalité voudra se débarrasser des pauvres du coin qui font peur aux touristes.

Et qu'en est-il de l'américanisation du secteur touristique québécois? Mont-Tremblant est déjà un repaire de chaînes commerciales multinationales. On n'y présente presque rien de spécifiquement québécois, exception faite du paysage... Serions-nous en train de devenir une Acapulco du Nord? À quand les palmiers en plywood au pied des pentes de ski?

Selon le Journal *Les Affaires* (14-08), qui se base sur un rapport commandé par la municipalité régionale de comté (MRC) des Laurentides, le développement projeté par Intrawest nécessitera en réalité beaucoup plus de fonds publics: 100M\$ seraient nécessaires pour les infrastructures de transport, 30M\$ pour augmenter les capacités de l'hôpital, 3M\$ pour l'eau potable, 12 à 19M\$ pour le réseau d'électricité, 7M\$ pour celui de fibre optique et 30M\$, gracieuseté de Loto-Québec, pour la construction d'un mini-casino. Rajoutons les 95M\$ annoncés publiquement. Total: entre 319 et 326 millions de bidous. Ça commence à faire pas mal d'argent pris

Faut-il rappeler que nos chers dirigeants ont déjà conjointement investi 125M\$ dans les deux premières phases du projet? Lors de la conférence de presse, Michel Audet s'est empressé de souligner, sur le ton de « rassurez-vous, ça aurait pu être pire », que les péquistes voulaient donner deux fois plus d'argent pour l'expansion du site. L'État québécois en tire tout de même certains intérêts: augmentation des impôts et des recettes des sociétés d'État (SAQ, Loto-Québec, Hydro-Québec), baisse du taux de chômage. Mais les fameuses « retombées économiques » ne se traduisent jamais en

Le national-capitalisme

LA TOUTE-PUISSANCE de l'armée américaine tend déjà par elle-même à inciter le pays à pratiquer à grande échelle une politique de force et d'arbitraire.

Le mensonge public éhonté, comme le pratiquent Bush et sa bande, rappelle de surcroît les années trente. C'est le langage officiel de l'injustice.

La pression des habitudes prises dans l'application de la politique de Bush, ainsi que l'entraînement exercé par les événements qu'elle a précipités risquent en effet de devenir trop forts et de pousser le gouvernement dans une extrême-droite sans plus guère de frein. On n'est peut-être pas bien loin de quelque chose du genre.

Le général Franks, il y a un an ou deux, on s'en souvient, a exprimé l'idée qu'advenant un attentat chimique, bactériologique ou atomique ennemi quelque part dans le monde, son pays pourrait bien se donner un régime militaire.

La volonté forcenée d'entreprendre une politique de conquête, quelle que soit l'opinion des peuples et la résistance d'importants gouvernements de par le monde, comme on l'avait observé à partir de 1933, est très caractéristique du volontarisme totalitaire.

Une victoire électorale de Bush doublerait évidemment ce danger. Le type, muni d'un nouveau mandat de l'électorat, aurait les mains libres.

De la possibilité d'une telle dérive, il y a déjà une pente, même en l'absence d'attentat.

On est très avancé aux États-Unis pour ce qui est d'exercer sur l'opinion publique une influence indue telle qu'elle équivaille à de la pure propagande, mais par des moyens en apparence libéraux cette fois.

Les États-Unis, en mars 2003, ont tenté d'obtenir des Nations unies la légitimation de l'agression contre l'Irak. Ayant échoué, ils ont foncé quand même, comportement typique d'un régime fasciste qui n'en fait jamais qu'à sa tête, en défiant tout le monde autour.

Il en va de même pour le contrôle de l'opinion. On est très avancé aux États-Unis pour ce qui est d'exercer sur l'opinion publique une influence indue telle qu'elle équivaille à de la pure propagande, mais par des moyens en apparence libéraux cette fois.

Kerry, s'il devient président, ne fera pas une politique anti-impérialiste, c'est évident, car comment le pourrait-il? Mais il y a une différence tout de même capitale entre la droite et le fascisme. Kerry n'est pas fasciste, ni son parti, ni par exemple Ted Kennedy, ni Clinton, figures importantes du parti démocrate. Cela fait une différence considérable.

Le bouclier anti-missiles, une fois réalisé, inclinera encore davantage les États-Unis à de pareils comportements.

Cependant, le point critique est le suivant et nous nous en approchons. Indépendamment du vain discours « démocratique », il y a, dans la réalité actuelle, menace de débordement sur l'extrême-droite. On frôle cet abîme d'un peu trop près.



Aussi les élections de novembre seront cruciales.

L'attitude défiante des USA envers les Nations unies n'est pas foncièrement différente de celle des puissances de l'Axe envers la Société des Nations jadis.

PIERRE VADEBONCOEUR



On remet ça! Le Couac présente, dans le cadre de son 7^e anniversaire:

Le 4^e Gala annuel des Palmes d'or

Le Couac vous invite cordialement à participer à sa soirée 7^e anniversaire qui coïncide, quel hasard, avec sa 4^e remise annuelle des Palmes d'or de la bêtise humaine. Comme l'a dit Einstein: «Deux choses sont infinies: l'univers et la bêtise humaine. En ce qui concerne l'univers, je n'ai pas encore acquis la certitude absolue.»

Toute l'année, politiciens, industriels et journalistes nous abreuvent inlassablement de conneries inimaginables. Le Couac estime qu'ils méritent une récompense! Venez les applaudir en compagnie de l'équipe du Couac et de plusieurs invités-surprise!

Le Gala sera suivi d'un spectacle musical dont les artistes vous seront dévoilés dans notre prochain numéro.

CETTE ANNÉE, CINQ CATÉGORIES SONT À L'HONNEUR:

REMISE DES PALMES DU COUAC!!!



- L'humoriste de l'année
- La reconversion professionnelle de l'année
- L'action philanthropique de l'année
- La matraque d'or
- La commandite de l'année

Date: Samedi le 23 octobre 2004.

Lieu: Édifice St-Sulpice de la Bibliothèque nationale du Québec, rue St-Denis, Montréal.

Prix: 15\$. Les billets sont en vente au 514-596-1017 ou par courriel à info@lecouac.org

COURRIER DES LECTEURS

Deux lettres à André Pratte

L'argent, l'injure et la reconnaissance

M. Pratte, la citoyenne canadienne (et québécoise) que je suis, au gré des aléas de l'histoire et de la géographie, n'a jamais trop bien su où elle se situait elle-même sur l'échiquier politique québéco-canadien. [...]

Depuis un bon moment, toutefois, je dois avouer qu'il y a un élément au « dossier » qui fait son chemin en moi: je constate de plus en plus clairement que les gens qui s'opposent au projet d'indépendance du Québec présentent très rarement des arguments ou des motifs qui étayent véritablement leur préférence idéologique. De fait, la plupart du temps, je ne lis ou n'entends que détractations, attaques personnelles, procès d'intention et autres verbes ou épithètes matraqueurs de même essence. [...]

Comme si l'hypothèse d'un pays québécois (« solution » discutable certes, mais nullement farfelue ou insensée pour autant, il me semble), ainsi que la pleine responsabilité de ses propres affaires par le peuple concerné, constituaient en soi des impossibilités mathématiques, voire des maladies honteuses... [...]

Sauf qu'aujourd'hui, M. Pratte, il s'est produit un phénomène nouveau dans mon esprit citoyen. En lisant votre papier de ce 20 août dans La Presse, j'ai réalisé qu'outre la gifle verbale et les commandites vénales, il existait, dans le contexte politique qui est le nôtre, une forme de violence plus insidieuse

encore que celles-là — que je subodorais, il me faut bien le dire, de temps à autre chez vous, mais également chez quelques-uns de vos collègues, Mme Lysiane Gagnon et M. Alain Dubuc en particulier. Sans jamais toutefois parvenir à saisir le mot au vol pour désigner le larcin qui, jusque-là à mon insu, se perpétrait sous mes yeux.

Ce matin, M. Pratte, j'ai vu. Et j'ai compris. Il s'agit de cette forme hautement raffinée de barbarie que l'on nomme la mauvaise foi.

Vous m'avez littéralement électrocutée, M. Pratte. Aussi m'est d'avis que je ne resterai peut-être pas *borderline* encore bien longtemps. C'est trop tôt pour l'heure, mais un jour, je vous en serai probablement reconnaissante.

Mathilde François,
Montréal

Le dégoût

M. André Pratte, Gens de Gesca, de La Presse en particulier. Dans votre éditorial du 20 août 2004, *Le mythe du vol*, vous avez dépassé toutes les bornes de la mauvaise foi et de la malhonnêteté intellectuelle, M. Pratte. L'encaissais au fil des mois, des années même, des textes toujours à la limite du faux tellement les interprétations étaient souvent tendancieuses jusqu'à la manipulation mentale. De vous, mais aussi de plusieurs de vos collègues, M. Alain Dubuc en particulier.

Mais là, vraiment, je n'en peux plus!

Vous et vos gens ne défendez pas le Canada, ce qui est « défendable » au plan des idées. [...] Non, vous ne défendez plus

une idée: vous faites de la propagande dont bien des régimes plus ou moins totalitaires — je le pense sérieusement aussi — ne répugneraient à s'inspirer. J'ai souvent trouvé les textes politiques de La Presse (et du conglomérat Gesca) extrêmement douteux, il est vrai. Mais aujourd'hui, vous et les vôtres, M. Pratte, avez à mes yeux perdu toute crédibilité intellectuelle. À jamais.

Vous vendez le Canada aux Québécois comme Québecor vend de la publicité avec... des émissions publicitaires. Les Québécois mériteraient un journalisme d'opinion éclairé de la part d'un groupe de presse puissant comme le vôtre. Vous leur offrez plutôt l'endoctrinement comme s'il s'agissait moins d'un peuple que d'un cheptel. Je suis dégoûtée, M. Pratte, M. Dubuc, M. Samson (à Québec)... et combien d'autres « bons sergents » en région (et que je lis à l'occasion, le plus souvent avec grande tristesse, lorsque je me déplace par-delà le territoire).

Oui, dégoûtée. Vous n'avez pas idée combien vous m'avez déçue aujourd'hui, messieurs. Vous avez franchi les dernières balises de l'intelligence et du respect. Or quand on estime que l'on peut faire avaler n'importe quelle couleuvre au lecteur, messieurs, VIVONS-NOUS ALORS TOUJOURS EN DÉMOCRATIE?

Laure Gardenelle,
Québec

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

PLOGUES

Contre la peine de mort



Du 6 au 9 octobre, Montréal sera la capitale mondiale des droits humains et le point de convergence de toutes les personnes attachées à l'abolition universelle de la peine de mort. Conférences d'anciens détenus, de familles de victimes, ateliers, débats, exposition artistique et forum étudiant, venez débattre des enjeux sociaux, politiques, juridiques et philosophiques concernant la peine capitale. Parce qu'il ne peut y avoir de justice qui tue, parce qu'on peut mieux lutter contre la criminalité sans la peine capitale, parce que nul n'est à l'abri de l'erreur judiciaire, parce que la mondialisation des droits de l'homme est en marche. Le 2^e Congrès mondial contre la peine de mort se tiendra à la Place des Arts de Montréal, les 6, 7 et 8 octobre prochains et se clôturera samedi le 9 par une marche pacifique. Pour de plus amples informations, contactez: Priscilla Fournier au 514-864-6389.

Gnawa Diffusion et Loco Locass

Pour célébrer son premier anniversaire, À *babord!*, revue sociale et politique (<http://www.ababord.org/>), vous invite à une grande



première en sol canadien: un spectacle mettant en vedette Gnawa Diffusion, groupe phare de la fusion maghrébine, avec en première partie Loco Locass!

L'enfant terrible de la chanson dérangement, l'Algérien Amazigh

Kateb, fondateur-leader de Gnawa Diffusion, est porté par toute une jeunesse en recherche de nouvelles sonorités musicales et séduite par la radicalité des textes. Les huit musiciens du groupe chaufferont donc à bloc le Medley (1170, rue St-Denis, Montréal) samedi le 18 septembre, à 20 h.

Avec 'nos' Loco Locass en première partie pour gueuler leur poésie lucide, cela risque fort de créer un événement musical brasseur de conscience soutenu par une énergie scénique inépuisable. Billets en ventes chez Ticketpro: (514) 908-9090 et au Medley: (514) 842-6557.

Spectacle bénéfique de l'Union paysanne

Le 10 octobre au Medley, à Montréal, venez entendre les Zapartistes et la troupe western engagée les Tireux d'roches dans le cadre du premier spectacle bénéfique de l'Union paysanne. On peut se renseigner auprès de l'Union paysanne à Montréal au 514-272-1737 (boîte vocale) ou à montreal@unionpaysanne.org

SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Le Mouton NOIR est un journal d'opinion et d'information, plus mordant que le loup...

<input type="checkbox"/> Individus:	20 \$	ou soutien	_____ \$
<input type="checkbox"/> Organismes sans but lucratif:	25 \$	ou soutien	_____ \$
<input type="checkbox"/> Entreprises/institutions:	40 \$	ou soutien	_____ \$
<input type="checkbox"/> Abonnement cadeau:	40 \$	ou soutien	_____ \$
Groupe d'âge:	<input type="checkbox"/> 19 à 25 ans	<input type="checkbox"/> 26 à 35 ans	<input type="checkbox"/> 36 à 49 ans
	<input type="checkbox"/> 50 à 64 ans	<input type="checkbox"/> 65 ans et +	

Nom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Téléphone _____
 Courriel _____

Faites votre chèque à l'ordre des
Éditions du Berger Blanc
 C.P. 113 Rimouski (Québec)
 G5L 7B7

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 596-1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Co-Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen, Marco Silvestro

Collaborateurs: Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Andrée Desharnais, Clôde de Guise, Jean-François Mercure, François Patenaude, Michel Rioux, Charlotte Romain, Valérie Simard, Valentin Tardi, Dominique Tremblay, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charlotte, Dolbec, Luc Giard, Kérozen, Serge Ferrand, Sniper, Stefan, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement Charlie Hebdo et Le Rire (France) et Le Journal du Jeudi (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: lecouac@vif.com (514) 596-1017.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



Y a de quoi dans l'eau

«Pourquoi à un moment donné on tire pas sa plogue? Non mais, il mérite pas de vivre, c'est un esti de paquet de troubles pour la société, ce bonhomme-là. Moi, je pense que dans le zoo (hôpital psychiatrique), on devrait remplir les chambres pis qu'à un moment donné, y a une switch pis qu'une fois par quatre mois, tu pèses sur le piton pis qui sort rien qu'un petit gaz pis que tu vas là pis tu ramasses ça dans des sacs.»

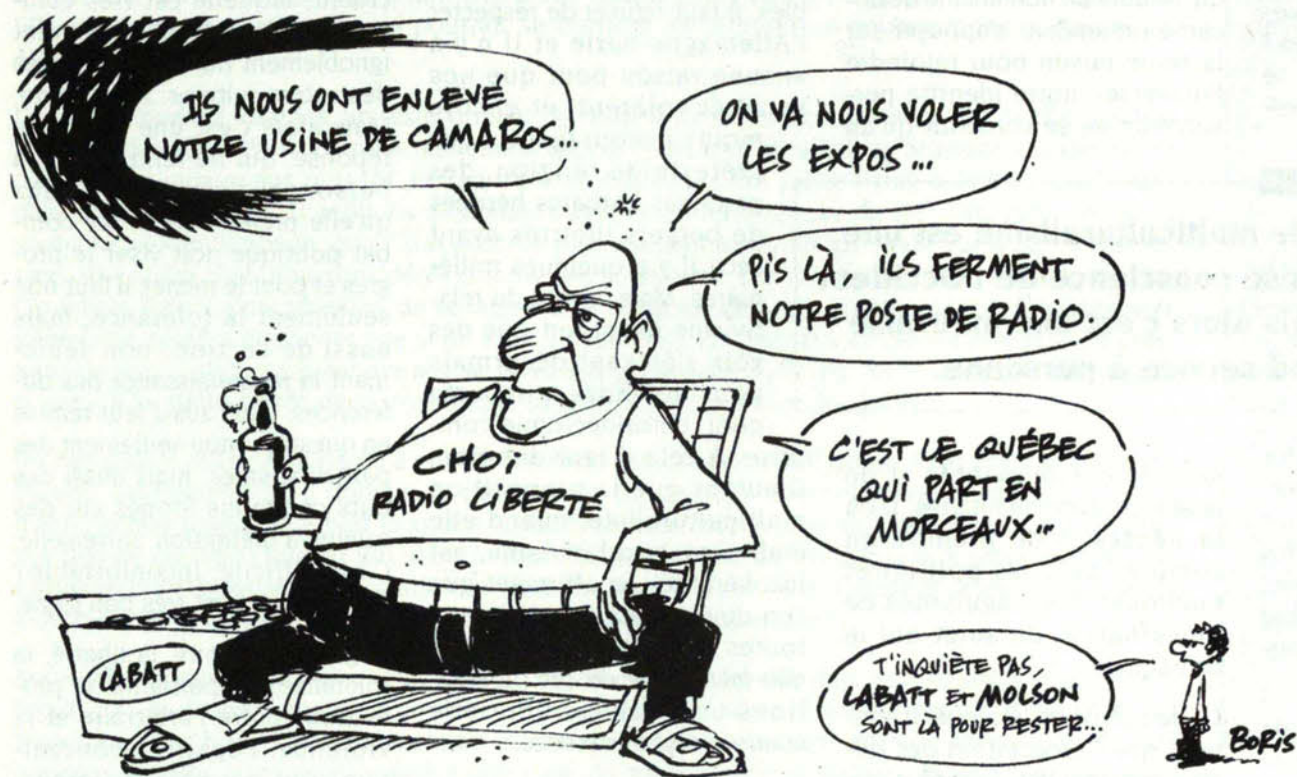
— Jeff Fillion, CHOI-FM

phénomène d'aliénation apparu chez des jeunes ayant quitté des régions sans avenir! Misère de la philosophie, a écrit Marx qui n'aurait jamais cru si bien dire.

Ce même professeur, entendu sur les ondes de Radio-Canada, vantait la rigueur du dénommé Fillion, sa structure mentale, sa capacité d'analyse. Un nouveau Jean-Paul Sartre, peut-être, ainsi que l'ironisait Gilles Archambault l'autre matin?



Les moutons se prononcent en faveur de Jeff



POUR EXPLIQUER DES PHÉNOMÈNES à la limite du paranormal, les vieux utilisaient souvent l'expression: Y a de quoi dans l'eau, là! Cette vieille sagesse terrienne m'est revenue cet été durant la saga qui nous a été imposée par la décision du CRTC de couper le sifflet à quelques aboyeurs scatophiles d'une radio de la Vieille Capitale, la mal nommée CHOI.

Y a de quoi dans l'eau, à Québec. Et ce n'est pas d'aujourd'hui. Il n'y a pas de Québécois d'origine chinoise ou grecque à Li Moi Lou. Pourtant, 19 566 personnes y ont dit NON au référendum de 1995. Et les francophones y ont voté OUI dans une proportion de 53% quand, partout ailleurs, on disait OUI à 62%. Aux dernières élections québécoises, la région a été peinte en rouge vif libéral, à une exception près. On repassera donc pour les ethniques.

Voilà une région avariée

Je mets par contre au défi n'importe quel chrétien de passer un mois dans une soue à cochons mal entretenue et de ne pas sentir la marde et le purin en sortant. C'est pourtant ce qui arrive à celles et à ceux qui écoutent les André Arthur et les Jeff Fillion quatre heures par jour, cinq jours pas semaine. À ce niveau, comme le soulignait Hélène Pednault, cela devient un problème de pollution. Et si on intervient pour forcer un pollueur industriel à cesser ses activités nocives pour l'environnement, il serait mal venu de le faire quand il s'agit d'une pollution mettant en danger la santé mentale d'une région?

Que n'a-t-il fallu entendre à la défense de l'indéfendable? Je ne retiendrai que ces élucubrations d'un professeur de philosophie d'un cégep de Québec, arguant que la popularité de cette station serait le fait d'un

Quelques perles de ce grand penseur. Parlant d'une animatrice de télévision: «Une méchante paire de boules! Mais la grosseur du cerveau n'est pas directement proportionnelle à la grosseur de la brassière.» D'un animateur d'une station concurrente. «Un hostie de prétentieux! Un hostie de pas bon! Un louseur, un vomis, un chieur!»

André Arthur ne pouvait être en reste. «C'est des fils de pilleurs, des cannibales qui dirigent des pays!», a-t-il érécuté en parlant d'étudiants africains à l'Université Laval.

Les propriétaires et l'ineffable Guy Bertrand ont brandi l'étendard de la liberté d'expression pour défendre leur cause, celle d'une radio achetée quelque 2 millions \$ et qui vaudrait aujourd'hui quelque chose comme 25 millions \$. Ça fait cher la livre pour ce qui n'est rien d'autre que du vent, pollué si on veut, mais seulement du vent, finalement. On ne dira jamais assez le nombre de crimes qui ont été perpétrés au nom de cette liberté, comme le soutenait l'autre. Mais il y a maldonne quant au type de liberté ici en cause; c'est de liberté d'impression, et non d'expression, qu'il est ici question. Celle d'imprimer des billets de banque à volonté, comme l'admet Patrice Demers, le propriétaire: «Je pense que les cotes d'écoute qui ont été générées par André Arthur au cours de sa carrière, et celles que CHOI génère, doivent être ce qui compte réellement.»

Intellectuel rigoureux, homme de lumière et de progrès, penseur et analyste réputé, Louis O'Neill avouait dans *Le Devoir* ne rien comprendre. «Reste à déchiffrer, dans ce débat, le mystère incommensurable que représente la cohorte de ces milliers d'honnêtes citoyens, auditeurs assidus, qui se délectent dans les déferlements de bêtise, de haine et de méchanceté. Face à un tel phénomène, je ne sais que dire. Je suis tout simplement médusé.» C'est pourtant simple, mon cher Louis. À Québec, y a de quoi dans l'eau!

MICHEL RIOUX

La presse compressée

L'actualité expliquée par les gros titres de la grosse Presse

LES GRANDS DE CE MONDE

«Pettigrew discute avec Powell des points chauds du globe» (14-8). «Symphonie en noir et brun» (14-8).

«André Boisclair quitte la vie politique... sans écarter l'idée de siéger à nouveau à l'Assemblée nationale» (18-8). «Ça va le réveiller» (22-8).

«André Ouellet quitte Postes Canada» (13-8). «Ça doit être le climat...» (13-8).

LA BELLE PROVINCE

«TQS veut faire réfléchir son public» (18-8). «Pelletage de nuages» (21-8).

«Québec durcit le ton envers les pollueurs» (16-8). «Québec veut éliminer le tiers des vidéopokers» (20-8).

«Une accumulation de mauvaises nouvelles» (18-8). «Québec doit sabrer 500 millions» (16-8). «Hydro fore en Gaspésie» (20-8). «Nortel complice du viol des droits de la personne en Chine?» (16-8). «Un autre prix du meilleur film pour Denis Arcand» (14-8)...

«Métro de Laval. Trois ministres, la même erreur» (20-8). «Rien de nouveau sous le soleil» (14-8).

«L'héritage débilant de Claude Morin» (20-8). «Satan, sors de cette salle!» (21-8). «L'heure du réveil a sonné» (21-8).

ÉTÉ PÉTROLIER

«L'or noir attise la spéculation» (21-8). «L'OMS craint l'épidémie» (21-8).

«Cessons la mascarade» (20-8). «Vivre près des stations-service quadruple les risques de leucémie» (21-8). «Regardons les bons côtés» (20-8). «Le prix de l'essence en forte hausse» (14-8). «L'économie tourne à plein régime» (14-8). «Sauver des vies ou sauver le système?» (20-8).

«L'armée américaine à l'assaut de Najaf» (14-8). «Le pétrole clôture sur un nouveau record» (18-8).

«Esprit d'équipe» (14-8). «À la prison d'Abou Gharib: des médecins américains ont aidé les tortionnaires» (21-8).

«Mauvais été pour la liberté» (14-8). «Bond des profits des pétrolières» (14-8).

«Amère Amérique» (21-8)...

FRANÇOIS PATENAUDE

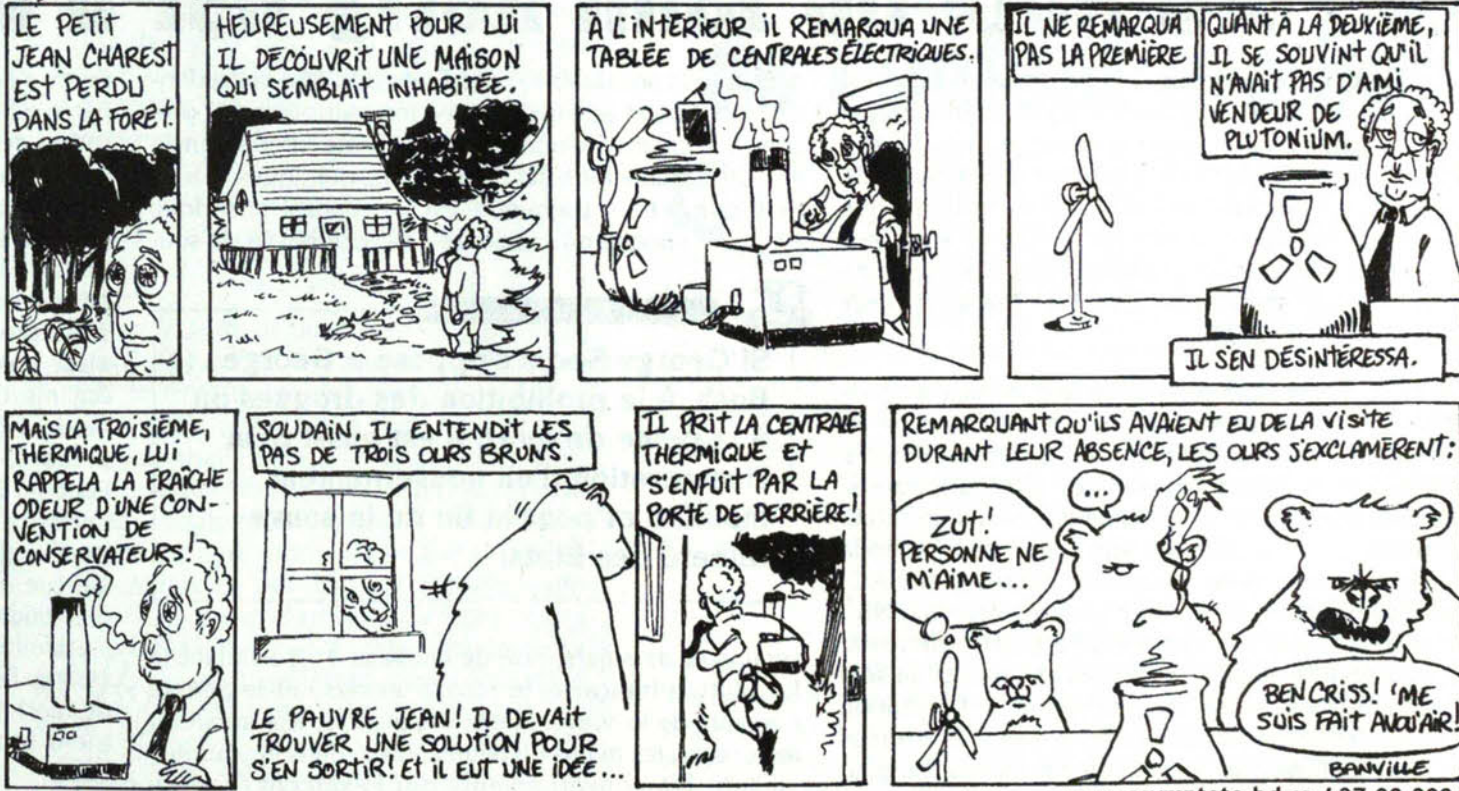
La liberté de presse selon Québecor

LE 15 JUILLET DERNIER, la Cour d'appel du Québec rejetait l'appel de Sun Media, filiale de Québecor, qui demandait de «faire déclarer inopérante, nulle et sans effet la Convention pour la publication et distribution d'un quotidien», le *Métro*, conclue entre la STCUM et les Publications métropolitaines. Cette convention, arguait Sun Media, les empêchait de distribuer à leur guise l'icône même de la libre-pensée, le journal *Montréal métropolitain*. Cela constituerait notamment «une violation d'un droit fondamental à la liberté d'expression et à la liberté de presse».

L'entente entre la STCUM et les Publications métro spécifiait que le journal *Métro* se devait d'être «neutre et non-partisan» et que son contenu ne devait pas excéder 55% de publicité. Plus loin dans cette affaire, on apprend que Québecor aurait voulu faire du *Journal de Montréal* la principale source d'information du «tabloïd qu'elle aimerait distribuer gratuitement». Considérant les pratiques du *Journal de Montréal* qui contient bien plus que 55% de publicité et qui fait des articles pour vanter le reste de l'empire Québecor, on n'est pas certain que cela favoriserait la liberté de presse et d'expression. On en conclut que l'Empire Pédalo ne s'embarasse pas trop trop des questions de logique et de cohésion.

JEAN-FRANÇOIS MERCURE

BOUCLE D'OR LIBÉRALE



www.asymptote-bd.ca / 27-08-2004

Le volant et le bâton

Notre (cher) Richard Martineau applaudit, à la radio de Radio-Cadenas (23-08), l'opération policière qui a mené à l'octroi de centaines de contraventions à des cyclistes sur le Plateau Mont-Royal. «Ils ne respectent pas le Code de la route et se croient tout permis parce qu'ils ne polluent pas», tonne-t-il, «et ils se permettent de t'envoyer chier parce que t'es motorisé». Les automobilistes, bien sûr, ne sont que des victimes. Si on consulte le Bilan statistiques 2003 sur les accidents de la route (voir site Internet de la SAAQ), on peut faire une autre lecture. En 2003 au Québec, il y eut 118 867 accidents impliquant une automobile, dont 2 751 avec un vélo. Une hausse de 4,5% par rapport à 2002 pour les premiers, une baisse de 0,3% pour les seconds. Les collisions voiture-vélo représentent 2,3% du total. Ça montre que les automobilistes n'ont pas besoin des cyclistes pour se rentrer dedans. À Montréal en 2003, il y eut 6 407 conducteurs de voiture et 820 cyclistes (en hausse) blessés. Notez qu'il y a eu aussi

1 847 piétons blessés (en hausse itou). Dans un accident voiture — [vélo ou piéton], ce n'est généralement pas l'automobiliste qui se retrouve à l'hôpital. Et tout de suite après son coup d'humeur, Martineau a le culot de s'excuser auprès d'un cycliste particulier, personnalité connue, parce qu'il a failli le tuer en ouvrant sa portière sans regarder. Belle leçon de logique et de civisme.

Comme second sujet d'éditorial, ce grand intellectuel nous menace d'applaudir le gouvernement Charest parce que celui-ci veut interdire la cigarette dans les bars et les restaurants. «Les fumeurs qui disent que fumer est une liberté fondamentale, c'est comme Jeff Fillion invoquant la liberté d'expression», nous assène-t-il. On le savait opportuniste: fausseté de gauche, BCBG, sophiste et démagogue. On le connaît maintenant comme partisan de la Loi et l'Ordre. Si Martineau continue ses raisonnements foireux, on va se mettre à penser que le virus CHOI se répand...

MS

Une chouette survole le multiculturalisme canadien

MARION BOYD doit bientôt rendre un rapport destiné à éclairer le gouvernement ontarien sur la question suivante: la loi d'arbitrage en vigueur dans cette province depuis 1991 est-elle ou non discriminatoire? On pourrait penser qu'il s'agit là d'une technicalité bureaucratique sans grand intérêt; on aurait tort. Ce rapport est en effet attendu avec inquiétude et anxiété au pays, notamment par de nombreux groupes de femmes. Et vous allez vite comprendre pourquoi.

La loi ontarienne en cause permet à des individus qui le souhaitent de recourir à un tribunal d'arbitrage de leur choix pour trancher, en dehors de l'appareil juridique usuel mais en conformité avec sa substance, certains différends familiaux ou commerciaux. Ces tribunaux sont favorisés par ces personnes parce qu'ils rendent leurs jugements dans le respect de leurs valeurs et croyances singulières. Imaginez à présent que ces croyances et valeurs soient religieuses et qu'elles soient contraires aux normes sociales et aux lois en vigueur. Imaginez aussi qu'on puisse concevoir que le consentement d'une des parties à aller devant ce tribunal ne soit pas entièrement libre. Un exemple? Imaginez que la question posée soit celle d'un divorce, que le tribunal soit islamique, qu'il applique la charia (qui ne donne pas un traitement égal aux femmes) et que madame va aussi librement devant ce tribunal que la feuille d'automne tombe au sol.

C'est justement ce qui se passe en Ontario, où un tribunal de ce type existe. Est-il discriminatoire pour les femmes? Voilà l'enjeu du rapport Boyd. Vous devinez bien que le problème soulevé ici à propos de la charia musulmane peut fort bien se poser pour une infinité de cas: faut-il enseigner le créationnisme dans les écoles? Est-il légitime de tuer des animaux selon les rites religieux que notre droit juge cruels? Faut-il

dispenser les Sikhs de porter un casque pour conduire une moto? Acceptons-nous, collectivement, la polygamie de quelques-uns? Non? Pourquoi le mariage gai, alors? Acceptons-nous, collectivement, les mutilations sexuelles? Pourquoi la circoncision, en ce cas? Pour répondre à ces ques-

On dit parfois que le multiculturalisme est une réponse à la mauvaise conscience de l'Occident (...) Sans doute. Mais alors c'est une mauvaise réponse, qui ne rend service à personne.

tions, on cherchera à cerner des principes clairs et justes permettant de préciser ce qui, face au pluralisme et au respect des principes d'une société libérale, est raisonnable et souhaitable en matière de politiques publiques.

La réponse canadienne à de telles questions s'appelle, comme on le sait, le multiculturalisme. Et je pense que dans l'affaire des tribunaux d'arbitrage, c'est justement, du fond et de la validité de ce multiculturalisme dont il est question. Car le fait est que cette politique est de plus en plus remise en cause et cette fois, pas seulement par des conservateurs, mais aussi par des progressistes qui arguent que de telles politiques sont globalement néfastes. Hegel disait, en formule célèbre, que la Chouette de Minerve ne prenait son envol qu'à la tombée de la nuit. Il voulait dire que le moment de la réflexion ne venait qu'après le tumulte de la vie diurne. C'est ce qui se passe en ce moment avec le multiculturalisme.

La position multiculturaliste est la suivante: nos politiques publiques, si elles se veulent vraiment démocratiques, doivent aller au-delà de la neutralité, de la tolérance et de l'impartialité libérales usuelles pour promouvoir activement la reconnaissance et la célébration de différences. Deux types d'ar-

guments sont couramment invoqués pour défendre cette idée.

Le premier est philosophique et soutient que, contrairement à ce qu'assume un libéralisme désincarné prétendant s'appuyer sur la seule raison pour rejoindre l'universel, notre identité personnelle ne se construit qu'au

sein de communautés et de relations communautaires. D'où la nécessité de prendre en compte, dans les politiques publiques, les singularités de l'incarnation du sujet qui le constitue.

Le deuxième est éthique. Il soutient que l'acceptation des différences singulières est plus que souhaitable puisqu'il serait logiquement impossible de faire autrement. Chaque culture épouse des valeurs et des pratiques valables de son point de vue et il n'existe pas de point de vue permettant de juger de la supériorité ou de l'infériorité de telle ou telle valeur ou pratique culturelle.

La première thèse contient une part importante de vérité. Mais le fait est aussi que l'individu ne se réduit pas à ses appartenances communautaires. La culture, fort heureusement, c'est aussi, via l'éducation, ce par quoi on sort de sa culture. L'erreur philosophique, comme toujours, est lourde de conséquences pratiques. Et ce jeune Noir américain qui disait qu'il aimerait bien lire Shakespeare, mais que la bibliothèque de son quartier ne contenait que des livres sur le rasta, le savait bien.

La deuxième thèse débouche sur un relativisme tout à fait dans l'esprit du temps: relativisme de la vérité (à chacun

sa vérité) et des valeurs (à chacun ses valeurs). Ce qui est indéfendable puisqu'il y a bien des propositions qui sont fausses et des éléments culturels qui ne sont pas respectables. Il faut refuser de respecter l'Allemagne nazie et il n'y a aucune raison pour que nos sociétés tolèrent, et encore moins encouragent, sous prétexte de religion, des pratiques barbares héritées de bergers illettrés ayant vécu il y a quelques millénaires. Mais le vent du relativisme est si fort que des voix s'élèvent désormais pour défendre n'importe quoi, clitoridectomie comprise. À cela il faut dire non. D'autant que la proposition multiculturaliste, quand elle embrasse le relativisme, est incohérente: en affirmant que l'on doit respect et tolérance à toutes les cultures, elle émet elle-même une de ces propositions universelles dont elle voudrait nier l'existence.

Un dernier argument mérite d'être rappelé: toutes ces «politiques de l'identité» et les combats qu'elles ont incité à mener ont largement détourné les progressistes et leurs énergies de questions très importantes relatives à l'égalité et à la justice économiques, tout en leur donnant l'illusion de remporter de grandes victoires quand, souvent, ils ne faisaient

que s'enliser dans des luttes stériles.

On dit parfois que le multiculturalisme est une réponse à la mauvaise conscience de l'Occident, laquelle est très compréhensible puisqu'il a souvent ignominieusement traité les membres des autres cultures. Sans doute. Mais alors c'est une mauvaise réponse, qui ne rend service à personne, pas même à ceux qu'elle prétend servir. Le combat politique doit viser le progrès et pour le mener, il faut non seulement la tolérance, mais aussi de l'action; non seulement la reconnaissance des différences, mais aussi leur remise en question; non seulement des particularismes, mais aussi des buts communs fondés sur des valeurs à prétention universelle. C'est difficile, inconfortable? Tant mieux: c'est très bon signe.

L'égalité de droits, la liberté, la tolérance, l'impartialité, la protection contre l'arbitraire et la violence, l'égalité économique sont des valeurs importantes à défendre. Mais le multiculturalisme ne le fait pas en envisageant la société comme une réunion de groupes définis par des cultures auxquelles il faut donner des droits et privilèges au nom du respect des différences.

NORMAND BAILLARGEON



INTERNATIONAL

Le Père Noël de John Kerry est-il une ordure?

LE PRÉDATEUR FINANCIER George Soros réclame un changement de régime aux États-Unis. Il s'attaque au «toxicomane repent et chrétien évangéliste» George Bush, et «investit» à fond dans la campagne de John Kerry, en donnant des dizaines de millions aux groupes de pression démocrates. Quels sont ses intérêts? On peut prendre connaissance de la «doctrine Soros» en lisant son dernier livre, *Pour l'Amérique Contre Bush* (Dunod, Paris 2004).

«L'administration Bush représente une menace au concept de société ouverte dont j'assure la promotion au travers d'un réseau de fondations», a déclaré Soros à *Libération* (24-3). Soros a raison sur plusieurs points. L'administration Bush a instrumentalisé les attentats terroristes du 11 septembre afin d'imposer l'agenda du Project for a New American Century (PNAC: www.newamericancentury.org). Les membres du PNAC sont des politiciens et des «intellectuels» influents, occupant pour la plupart des postes importants au sein de l'administration Bush. Ils préconisent la domination mondiale des États-Unis par les armes, en même temps qu'ils frotent avec les marchands de canons. Le gouvernement des États-Unis, écrit Soros, est entre les mains «d'une drôle d'alliance entre les fous de Dieu et les fous du marché. Les deux groupes fonctionnent en symbiose: les intégristes religieux fournissent à la fois un antidote et une couverture à l'amoralité du marché».

Soros travaille, selon ses propres termes, à «réformer, et non à détruire, le capitalisme mondial». Il ne s'oppose pas à l'impérialisme économique des multinationales. Sauf que, contrairement à l'extrême-droite conservatrice, il réalise qu'il ne faut pas détruire l'État, mais s'en servir pour légitimer la mondialisation capitaliste. Après tout, l'État est nécessaire pour contrôler l'opinion publique et l'armée. Soros n'était pas opposé à l'invasion de l'Irak; c'est l'absence d'approbation internationale qui le chicotte.

Le marché libre et déréglementé sur lequel repose le succès de la mondialisation néolibérale dépend de la remise en question des souverainetés nationales. Soros

croit que la souveraineté des États doit être subordonnée aux lois et aux institutions internationales. Il préconise la création d'une banque centrale internationale et d'un système mondial de décisions politiques. Il soutient que: «La souveraineté est un concept historique né à une époque où la société était composée de sou-

Si George Soros s'oppose à George Bush, à la prohibition des drogues ou à la peine de mort, il est aussi pour l'instauration d'un gouvernement mondial et pour la fin de la souveraineté des États.

verains et de sujets, non de citoyens. [...] Pendant la Révolution française, le roi fut renversé et le peuple s'empara de la souveraineté. Depuis lors, elle aurait dû rester dans les mains du peuple, mais, dans la pratique, se sont les gouvernements qui l'exercent. [...] Le dirigeant d'un État souverain a la responsabilité de protéger ses citoyens. Quand il n'y parvient pas, cette responsabilité doit être transférée à la communauté internationale.» Et ladite communauté internationale aura le devoir d'intervenir.

Et voilà! Même plus besoin de soupçonner la présence d'armes de destruction massive et de raconter des grosses menteries pour les faire exister. Avec de nouvelles institutions internationales légitimes, il suffirait de déclarer que Saddam — ou tout autre épouvantail assis sur un puits de pétrole — coupe les oreilles de ses prisonniers, et le tour serait joué. Fallait y penser. La coalition internationale pourrait «légalement» bombarder les populations civiles pour les sauver de leurs dirigeants et les mettre sous tutelle. Au XIX^e siècle, on colonisait pour évangéliser les sauvages et les sauver des griffes du Diable; au XXI^e siècle, on colonisera pour les «protéger» de leurs gouvernants.

Soros s'est attiré les foudres de la droite conservatrice parce qu'il finance les groupes qui réclament la légalisation des drogues, s'opposent à la peine de mort ou défendent les droits des homosexuels. Ce qui le fait passer pour un homme de gauche. Une fois que ces groupes seront dépendants des généreuses contributions de l'Oncle George, attendons-nous à ce qu'il leur refille aussi ses idées d'un gouvernement mondial. Les concepteurs d'une opération clandestine bien organisée s'assurent toujours d'avoir des membres de leur organisation des deux côtés d'un débat afin de favoriser la «création d'un vaste consensus»; dans le cas présent, la mondialisation capitaliste néolibérale. Pendant la Guerre froide, pour s'assurer que l'anticommunisme fasse l'unanimité des deux côtés du spectre intellectuel et politique, la CIA finançait la droite et la gauche anticommuniste européenne par l'entremise des fondations «philantropiques» Fleishmann, Ford et Rockefeller, entre autres¹. Si George Soros s'oppose à George Bush, à la prohibition des drogues ou à la peine de mort, il est aussi pour l'instauration d'un gouvernement mondial et pour la fin de la souveraineté des États.

George Soros a toujours navigué en eaux troubles, ses compagnies opèrent en secret dans des paradis fiscaux et ses fondations font du trafic d'influences là où il investit. Ce qui l'emmerde le plus dans les méthodes de Bush, c'est que depuis des années, Soros croyait avoir réussi à étendre les frontières du «monde libre» en douceur. Et voilà qu'un cowboy vient bousiller ses plans en sortant l'artillerie lourde. Ce qui nous porte à croire que si Soros soutient la création d'organismes internationaux «multilatéraux» sous prétexte de défendre les droits et les libertés, ceux-ci seront surtout destinés à légitimer, face à l'opinion publique, l'imposition forcée de la mondialisation capitaliste néolibérale aux États récalcitrants.

JACQUES BOUCHARD

1 - Frances Stonor Saunders, *Qui mène la danse? La CIA et la guerre froide culturelle*, Denoël, Paris 2003



Nos déboires à Athènes Des lendemains de la veille différents selon que l'on vive d'un côté ou de l'autre de l'Outaouais

CETTE ANNÉE À ATHÈNES, pas d'immense unifolié déployé par de fiers patriotes canadiens à la fin de la grande cérémonie de clôture des Olympiques. C'est que le Canada n'a pas le cœur à la fête. L'humiliation collective s'est manifestée dès la mi-temps des Jeux et elle a été plus grandement ressentie au Canada anglais. Exemple: le mardi 24 août, soit six jours avant la fin des Jeux, Jean Dion coiffe son texte à la une du *Devoir* d'un titre tout de même assez sobre: «Très, très, très décevant» tandis que le pourtant très prude *Globe & Mail* y va d'un éditorial au titre surprenant: *Why we stink at the Games*. Ce qui pourrait se traduire par «Pourquoi nous sentons si mauvais à Athènes.»

Dans les colonnes voisines, un texte virulent: «*Enough of the sob stories. Can't we just win?*» (Fini les histoires de brailage. Pouvons-nous seulement gagner?), du très libéral Jeffrey Simpson qui démontre d'abord que, quatre ans plus tôt, le Canada avait également fait piètre figure à Sydney. Quel scandale pour un pays de 31 millions d'habitants avec un si haut niveau de vie! Des gens ont alors souhaité, ajoute Simpson, que l'État accorde plus d'argent aux athlètes. Mais aux quatre coins du pays, ils ont été chahutés, considérés comme des hérétiques. Les malsains instincts égalitaires des Canadiens furent alors réveillés, de se laisser aller Simpson dans ses commentaires. Plusieurs voix s'élevèrent en effet pour crier que si on avait à dépenser plus d'argent, ce devrait être pour des terrains de jeux et des parcs, «*or even into the sacred maw of Canadian mythology: health care.*» (et même aussi jusqu'à la vache sacrée de la mythologie canadienne: le système de santé)

Un des quatre coins du pays qu'a en tête Simpson est sûrement le Québec. Rien pour arranger les choses: au moment où il donnait la charge pour que le pays investisse davantage dans le sport d'élite, le très populaire Albert Jacquard faisait la tournée des médias au Québec avec sous le bras son dernier ouvrage *Halte aux Jeux*, dans lequel il fustige le sport de compétition. Il serait aujourd'hui «devenu une entreprise d'exploitation de l'homme par l'homme où le dopage et la marchandisation à outrance sont les moteurs d'une machination visant le décervelage».

Autre déboire pour Simpson: le 25 juin, à cinq jours de la fin des Jeux, son collègue Jean-Robert Sansfaçon du *Devoir* demandait en éditorial (*L'olympisme de salon*) si augmenter de quelque 20 ou 30 millions \$ le budget accordé au sport d'élite au Canada va changer quelque chose: «Si on veut que plus de gens fassent de l'exercice physique, ce qui constitue le meilleur moyen pour se main-

tenir en santé, nos gouvernements doivent d'abord placer l'objectif au centre de leurs politiques de santé publique.» Même son de cloche tout à côté dans le texte *Santé publique ou sport d'élite?* signé par Gérard Lévesque, professeur de philosophie à Lévis.

Par conséquent, face aux déboires de nos athlètes à Athènes, est-ce à dire que ce qui s'avère une catastrophe pour les Canadiens ressemble davantage à une saine remise en question de nos priorités en matière de sport pour les Québécois? Jugez-en vous-mêmes...

CLAUDE G. CHARRON

APRES LES J.O., LA BOURSE
DOPÉE PAR LA CROISSANCE!!!



Un party au parti

De notre correspondant à Porto Alegre

L'AFFICHE ROUGE N'AVAIT RIEN de celle que chantait Ferré. Pas de nom difficile à prononcer mais simplement, en énormes lettres jaunes, celui de Raul Pont. Le souriant candidat du Parti des Travailleurs (PT) pour la préfecture de Porto Alegre annonçait à ses supporters une alléchante fiesta qui aurait lieu le 13 août. Cette date correspondait au symbolique vendredi 13 ainsi qu'au numéro 13 qui est celui que le système électoral brésilien a accordé au PT dans son fief de Porto Alegre. «Château fort» sont probablement les mots qu'un Bernard Derome brésilien utiliserait car, depuis 16 ans, le PT; a remporté toutes les élections municipales dans cette préfecture. Les élections municipales sont, dit-on, une des forces du PT, c'est là qu'il est en contact avec sa base et c'est avec des exemples comme Porto Alegre qu'il a fait sa réputation. Une situation qui pourrait peut-être changer avec la déception que semble susciter Lula.

Le party se tenait dans une école de danse d'un quartier populaire. On y promettait de la musique locale, surtout du hip-hop, mais aussi des antiennes plus brésiliennes: «pagode», samba et tout le folklore. Pour l'œil étranger, ce genre de fête semble une bonne idée. On se dit que c'est peut-être une bonne façon d'aller chercher un appui populaire, parce qu'au niveau national, le PT nage dans des eaux plutôt houleuses actuellement: scandale important de fraudes bancaires et projet de loi très controversé à propos de la liberté de presse.

En premier lieu, dans une affaire qui mélange le blanchiment d'argent et les paradis fiscaux, le gouvernement de Lula est en train de perdre le directeur de la Banque centrale et celui de la Banque du Brésil. Près d'une trentaine d'autres hauts responsables de grandes banques sont sous enquête fiscale par une commission sénatoriale. Alors que plusieurs ministres ont affirmé que l'actuel directeur de la Banque centrale était «au-dessus de tout soupçon» et «ce qu'il fallait pour le Brésil», on parle maintenant d'un départ forcé en septembre ou octobre.

Pendant ce temps, à partir d'un document de la Fédération nationale des journalistes

(Féna), le PT a présenté un projet de loi proposant la formation d'un conseil national des journalistes. Financé mais non contrôlé par le gouvernement, ce conseil devrait «orienter, discipliner et fiscaliser» la profession journalistique. Ses pouvoirs lui permettraient, entre autre, de retirer le droit de pratique à certains journalistes. Ce projet de loi musclé arrive en chambre alors que la réémission du visa d'un journaliste américain a été refusée et que plusieurs journalistes nationaux ont fait des enquêtes plutôt gênantes sur le gouvernement. Pour jeter de l'huile sur le feu, il a été présenté (entre autres par le ministre des Communications) comme ayant pour but d'empêcher «que des journalistes irresponsables nuisent à la nation, à l'économie et au climat social». Un conseil pour protéger la nation (ou le gouvernement?) contre les journalistes...Voilà qui sonne étrange à bien des oreilles.

On s'est un peu demandé aussi à quel party on avait à faire ce soir de vendredi 13. Un choix musical assez peu approprié pour l'occasion, une acoustique douteuse et des artistes pressés d'en finir et de partir. Tout cela ne ressemble pas à un parti près du peuple et capable de le rejoindre. Des slogans complètement vides («Chaque fois plus Porto Alegre»), des discours politiques qui refusent de parler d'enjeux politiques et des cultes de la personnalité; cela n'apparaît pas comme un parti spécialisé dans l'éducation populaire. Enfin, cette salle vide, ce n'est pas le PT. L'absence de partisans, ce n'est pas ce parti qui a su remplir les rues quand son chef a été élu président. Comme il n'y avait personne d'autre que la cinquantaine d'apparatchiks qui étaient déjà là quand nous sommes arrivés, nous avons quitté les lieux avant 1 h du matin.

En sortant, j'ai demandé à un de mes collègues: «Au moins, ils essaient de fêter avec le monde. Est-ce que la droite fait la même chose?». Il m'a répondu: «Non, pour rentrer dans les fêtes de ces gens-là, il faut que tu connaisses les gens du parti et que tu sois prêt à payer cher pour ton billet. Et tu n'entrerais pas habillé comme ça». En hélant un taxi, on s'est dit, mi-figue, mi-raisin, que c'était au moins ça.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Athènes sous influence

Les Jeux olympiques ont une fois de plus été marqués par les scandales du dopage de certains athlètes. Mais le dopage le plus odieux, celui qu'on passe sous silence, a été celui des spectateurs olympiques sur place. Interdiction d'apporter son eau puisque Coca-Cola a imposé en exclusivité son eau minérale grecque Avra. Pour les réfractaires à l'eau, la seule boisson gazeuse était le Coca-Cola. Pour la bière, c'était une Heineken ou rien. McDo a nourri les affamés. Visa leur a permis de défrayer les dépenses. Même la tenue vestimentaire était dictée. Nul ne portera des vêtements (t-shirts, chapeaux, sacs, etc.) portant la griffe d'une entreprise ne trônant pas au sein de l'Olympe des commanditaires des Jeux. Pour le dopage des foules, la médaille d'or a été attribuée à tous les commanditaires qui ont tenu la foule captive en imposant l'exclusivité de leurs produits.

Des Jeux vert-de-gris

Le Comité international olympique (CIO) doit faire en sorte que les Jeux aient un impact minimal sur l'environnement et que la ville-hôte bénéficie des installations écologiques, une fois les Olympiques terminés. Athènes n'a pas emboîté le pas aux Jeux «verts» de Sydney en Australie. Le comité organisateur avait fait miroiter que toute l'électricité utilisée par les installations olympiques et les participants aux Jeux de 2004 serait générée par des sources renouvelables. La production et la distribution d'énergie propre aux installations olympiques ont été quasi nulles. En ce qui concerne l'énergie solaire, aucune cellule photovoltaïque n'a été installée dans le Village olympique et les autres installations olympiques. Il en a été de même pour les systèmes solaires thermiques, que ce soit pour l'approvisionnement en eau chaude ou la climatisation solaire. Athènes est disqualifiée pour son apport «vert» aux Olympiques. Greenpeace Grèce leur a accordé la note de 1 sur 10. En 2012, Paris devra surclasser Sydney.

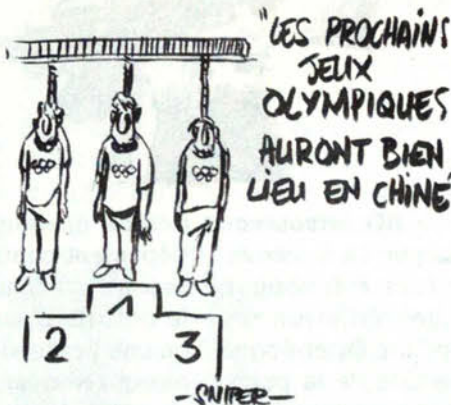
C. DE GUISE

La Gloire du Canada repose sur vos épaules

LE JUDOKA NICOLAS GILL est interrogé par une journaliste radiocadenassienne tout de suite après sa défaite à Athènes: «Vous devez vous sentir minable de vous faire sortir au premier combat. Vous rendez-vous compte que tout le pays vous regarde? Considérez-vous que votre défaite est un échec total, que vous n'avez pas répondu aux attentes? Savez-vous que vous nous décevez énormément? À quoi attribuez-vous votre piètre performance et celle de la délégation canadienne?», lui demande-t-elle en substance. Un vrai mitraillage. Le pauvre répond d'une petite voix découragée: «Ouin, vu sous cet angle...». La folie chauvine nationaliste des Olympiques raccourcit la mémoire. La journaliste aurait tout de même pu rappeler que Gill en est à ses quatrièmes Jeux, soit plus de 16 ans de carrière internationale. Mentionner qu'il a subi une grave blessure dernièrement et que, contrairement à toute attente, il a quand même pu se qualifier pour les Jeux de 2004. Ben non. À Radio-Cadenas, on applique la politique fédérale: a) ne pas se préoccuper des athlètes pendant quatre ans; b)

s'extasier devant leur beauté et leur jeunesse au moment des Olympiques; c) les démolir copieusement s'ils ont la malchance de «décevoir le peuple canadien», c'est-à-dire de ne pas offrir un bon spectacle télévisuel. Digne de Gilles Proulx, mais dans un excellent français et sous couvert d'intérêt national.

COUAC DINNER



Le retour de l'enfant prodige

CHRISTIAN RIOUX, correspondant du *Devoir* parti étudier à Harvard, est revenu au pays. Il a reçu un prix «d'une valeur de plus de 60 000 \$» pour aller à Harvard suivre le programme Nieman (excellence journalistique) et étudier le sujet de son choix. L'ancien de *L'Actualité* s'intéresse, dit-il, aux effets de la mondialisation. Son année de séminaires *off the record* et de réunions privées avec des grands spécialistes du journalisme semble lui avoir fait du bien. Il paraît guilleret et bien reposé et se permet une chronique complète pour introduire son carnet de voyage, sur le ton ennuyé de celui qui connaît les choses, mais ne peut surmonter la bêtise de son voisin. Le pauvre Christian a eu de la difficulté à expliquer aux Français que W. Bush est un dirigeant démocratiquement élu qui fait de son mieux pour assurer la sécurité de son pays. C'est effectivement un exercice difficile.

En entrevue au *Quartier Libre* (vol. 11, no.9), il a déjà dit que la mondialisation «s'est assez peu développée dans le domaine de l'échange des marchandises ou de la main-d'œuvre», comparativement à la finance et à la culture. Il rappelle aussi que les États-Unis ont une séparation de l'Église et de l'État qui date de la Constitution de 1787. «Les États-Unis ont une expérience de la laïcité qui a plus de deux cents ans», affirme-t-il. Alors que la journaliste lui mentionne que le président continue de jurer sur la Bible, il déclare néanmoins: «Le président américain pourrait aussi bien prêter serment sur le Coran ou sur ce qui lui correspond personnellement, ou encore en son âme et conscience. Je pense que cela ne révolterait aucun Américain.» On se permettra d'en douter. C'est bien beau d'avoir une clause constitutionnelle, mais le contexte social fait en sorte que les religions judaïques jouent un très grand rôle dans la politique américaine.

Dans *Le Devoir*, il avait déjà commencé à développer sa défense des Américains en disant que les opposants à la guerre du Québec pensaient à courte vue et faisaient preuve d'antiaméricanisme primaire (mars 2003) et a déjà comparé ironiquement l'altermondialisme, suite au sommet du G8 d'Évian, à une «maladie qui se répand» (juin 2003). Peut-être qu'il voulait pousser son dossier à la Fondation Nieman?

Bref, ça promet pour cet automne. On verra si l'argent a été bien investi et si le beau Christian saura rendre ce qu'on lui a si généreusement transmis.

MARCO SILVESTRO

Montréal, vroum, vroum, vroum...

Le nouveau plan d'urbanisme de la métropole fait place à la voiture

PAR CLÔDE DE GUISE

QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL? Il est inquiétant de constater que le plan d'urbanisme de la Ville ne freinera pas l'afflux de voitures à Montréal, malgré un discours qui se veut rassurant et truffé de bonnes intentions.

Lorsqu'il sera définitivement adopté, la direction pour le développement de Montréal sera donnée pour les cinq prochaines années et plus. C'est maintenant que nous devons collectivement faire entendre notre voix pour faire de Montréal une ville modèle en termes de développement durable. Même si la consultation publique a pris fin en juin, il est encore possible, jusqu'en décembre 2004, de suggérer des modifications au plan d'urbanisme.

Une ville-auto

Ce qui inquiète les écologistes est la faiblesse du plan au niveau du transport et des espaces verts. En effet, prétendre favoriser les transports en commun sans imposer de mesures contraignantes pour réduire l'utilisation de l'automobile nous mène vers un cul-de-sac. Bon an mal an, le parc automobile augmente de 2 % par année, alors qu'entre 1987 et 1998, la fréquentation des transports en commun a diminué de 7 % à l'heure de pointe du matin.

Ainsi, le projet de prolongement de l'autoroute 25 de Montréal-Est vers Laval,



comprenant la construction d'un pont enjambant la rivière des Prairies, est une hérésie. D'une part, cela favorise l'étalement urbain et sonne le glas pour les dernières terres agricoles du secteur. D'autre part, 150 000 voitures de plus circuleraient en ville. Accroître le débit de la circulation sur la rue Notre-Dame va également à l'encontre du bon sens. À Paris, pour diminuer cet afflux additionnel, on a créé des centres de transbordement en périphérie et la distribution urbaine des marchandises se fait par petits camions. Dans certaines villes d'Europe, la livraison des marchandises se fait la nuit.

Actuellement, le ministère des Transports du Québec tente de répondre à la

demande des automobilistes et des transporteurs de marchandises en construisant de plus en plus de routes pour faciliter l'accès des véhicules de la périphérie vers le centre. Les écologistes recommandent non pas de répondre à la demande, mais de la gérer en offrant davantage de transports en commun qui seraient plus alléchants et mieux adaptés aux besoins des divers usagers, tout en restreignant l'usage de l'auto en adoptant certaines mesures coercitives comme des péages, des taxes, etc. Il faut donc massivement dire non au projet de prolongement de l'autoroute 25 et à celui de l'élargissement de la rue Notre-Dame.

Décroissance des espaces verts

Plusieurs des espaces verts de la ville que nous prenons pour acquis ne le sont pas. C'est le cas notamment du Parc Jean Drapeau, constitué des îles Sainte-Hélène et Notre-Dame. Ce parc, une oasis de paix en périphérie du centre-ville de Montréal, est constamment menacé par un projet hôtelier relié aux activités du Casino. De plus, avec la multiplication des courses automobiles sur le circuit Gilles-Villeneuve, des sections du parc sont de moins en moins accessibles aux citoyens et citoyennes. Outre la « cité des morts », le mont Royal, un joyau de la ville en termes de milieux naturels, est lui aussi menacé par la

convoitise des promoteurs immobiliers afin de satisfaire les goûts de luxe des riches de ce monde.

Vous sentez que Montréal vous appartient de moins en moins et qu'elle sera livrée sur un plateau d'argent au diktat de l'automobile et aux développeurs immobiliers? Il est possible de vous faire entendre:

- Le Conseil régional de l'environnement de Montréal organise le 28 septembre une journée pour établir un plan d'action pour réagir rapidement au Rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). Cette journée vous permettra de mieux transmettre vos réactions aux recommandations de l'OCPM. Pour en savoir plus: www.cremtl.qc.ca

- Intervenez auprès de vos élus municipaux (conseils municipaux et conseils d'arrondissement) et expédiez une lettre directement à Stéphane Harbour, responsable du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

- Notez que le 22 septembre aura lieu l'événement *En ville sans ma voiture*, un mouvement international pour encourager la population à se déplacer autrement qu'en voiture. Équiterre coordonnera un événement spécial qui se tiendra sur le campus de l'Université de Montréal. Pour en savoir plus: www.equiterre.org

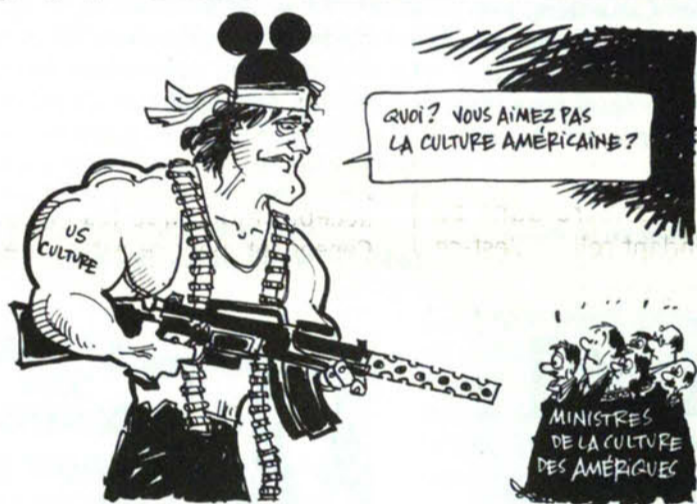
CULTURE

« Notre passé est triste, notre présent est catastrophique, mais heureusement, nous n'avons pas d'avenir. »

Un contemporain kurde

Et avec quelle quantité d'illusions ai-je dû naître pour pouvoir en perdre une chaque jour!

-E.Cioran



BULLES EXPLOSIVES

LA BD INTROSPECTIVE *La saveur du vide* (Les 400 coups) est une création de Lino, un Québécois qui a tâté de la peinture (notamment en direct au Théâtre de Quat'sous) et de l'illustration. Il s'agit de la bohème d'un artiste qui se met à douter alors qu'il tente le tout pour le tout en se faisant greffer un cœur trouvé sur un banc public... Dans le même désordre d'idées, nous sommes confondés à une forme haletante qui relève au moins autant de l'univers de la peinture que de l'illustration en offrant une para BD qui de toute manière s'inscrit en marge: « J'étais pourtant différent! »

C'est aujourd'hui dimanche (série Une aventure de Philibert, Delcourt) de Mazan, par son dessin, ses couleurs et son texte luciole, crache le feu de la résistance au moyen de deux êtres à fort

octane en imaginaire dont les trajectoires s'épaulent contre le capital et sa loi. Dans les bayous, un chasseur illusionniste fera restituer le pétrole pour lequel on l'a délogé, tandis qu'une petite vieille résiste, cantonnée dans sa bicoque sise au beau milieu d'un terrain sacrifié au golf... Ubuesques, deux flics, fistons de la vioque extraordinaire, croiront faire resurgir justice et lumière sur une série de meurtres croustillants. Rigoureux.

Scandale à New York (Albin Michel) du terrible tandem Pétillon/Rochette, ridiculise la Bourse qu'il présente comme un mutant de Monopoly foireux et de Yo-Yo dont la cordelette coince invariablement. Avec une double rasade d'humour, un des deux personnages se prendra tour à tour pour Christophe Colomb, Hendrix, Nixon, etc. On jette de l'argent et on relativise de l'intérêt du MacIntosh versus ce bon vieux dictionnaire. Adorablement mutin!

VALENTIN TARDI

Le Messie a pour nom Françoise David

ÉTONNANT PETIT LIVRE que celui qu'Écosociété vient de publier, sous le titre « Bien commun recherché — une option citoyenne ». L'auteure est bien connue. Françoise David a fait sa marque dans des mouvements féministes et/ou de gauche. Récemment, elle a fondé D'abord solidaires qui, typiquement de gauche, s'est empressé de se diviser en trois branches dont l'une, Option citoyenne, projette de se transformer en parti politique. Les objectifs, regroupés à l'enseigne de la justice sociale, sont aussi louables que prévisibles. Toutefois, un chapitre étonne par son indécision. C'est celui qui est consacré à la question dite nationale: indépendance ou fédéralisme.

Madame David rappelle calmement les principales raisons de faire l'indépendance. Elle aborde ensuite le problème par l'autre extrémité: « pouvons-nous changer radicalement la fédération canadienne? » Elle n'y croit guère, mais dans un louvolement politicien qui ne lui convient pas, vu son passé militant, elle ne choisit pas. « La réflexion d'Option citoyenne n'est pas achevée... » Mais c'est la réflexion de Madame David qui nous intéresse, à la lecture de son livre. Elle s'en remet à une commission itinérante qui sillonnera le Québec. L'histoire se répète.

La faiblesse de la gauche est en partie attribuable à sa manie du fractionnement. La création récente de l'Union des forces progressistes (UFP) représente donc un progrès. Madame David aurait pu y adhérer. Son soutien aurait été précieux pour l'UFP. Doit-elle être le chef de la gauche? Est-elle un Messie?

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Françoise David, *Bien commun recherché, Une option citoyenne*, Montréal, Écosociété.



LE PUNK MÉLODIQUE existe encore. **Stop** opte pour cette voie qui rocke en multipliant des harmonies, des changements de tempo et des chœurs à l'avenant de textes sur *À l'abri du monde entier* (Local), qui, pour ce deuxième album, vont plus loin à poser quelques points de réflexions sur un univers fort en pacotilles. Au point où le paradoxe de la

liberté boulet au pied (*Diapason*) ou celui de faire du vrai avec du faux (*Dé-*) ne sera dépassé que par sa capacité à retrouver son étoile noire « qui danse au firmament ou dans les yeux de ton enfant »!

Le distributeur d'indépendants français Tripischord s'est doté d'un label maison dédié à l'énergie à l'aube des années 2000. **Small Axe** est ce label qui tranche entre ska (*Rageous Gratoons*, *Le Maximum Kouette*, *Les Caméléons*, etc.), dub (*Zenzile*, *Fermin Muguruza*) souvent pimenté de punk (*Skunk*). La compilation **Small Axe III** (Local), à un prix avantageux pour deux CD et livret éloquent sous boîte cartonnée, nous expédie avec aplomb des échantillons redoutables... On y retrouve également *Grimskunk*, qui est de par ici.

Des amateurs de garage blues se souviendront peut-être de *Bow Wow* (Bros) dont s'étaient fendus **Les Junkyard Dogs**. Recrutés par l'étiquette Indica ils

reviennent avec les *Portes barrées* (Outside) en nous faisant l'agréable surprise d'une résurrection francophone. Fun et trash sont les meilleurs épithètes pour qualifier leur langue de vipère. Avec une intensité proche du point de rupture, les textes vont de même, zigonnant l'os jusqu'à la moelle. Au ras du trottoir, tandis que des textes comme *Ça m'enrage* ou *Nevrotic G.I. Joe* fustigent l'immobilisme et les rambos, ils se redisent *Ch't' aime pis ch't'en veux* du bonhomme Francoeur!

Adeptes du Droit à la paresse de Lafargue que ces **The Couch Addiction?** En tout cas, ils ont mis un maximum de boulot jouissif pour *Filthy hands* (Local), cet album ska-émo-core qui évoque un peu *Roller Starter* et l'esprit

engagé du label Dare to care. Les arrangements de voix, claviers et cuivres ne sont jamais rectilignes. Même les guitares en crescendo de distorsion ne cèdent jamais au néant. L'émotion et la créativité sont les pavés de cette lecture hyper réaliste d'un monde argent — d'où les mains sanglantes... Après leur apport francophone à **2Tongue 5** (compil anar des différences solidaires), on ne peut que les encourager à tâter à nouveau cette langue pour cracher leur flamme.

RAMON VITESSE

ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

L'État-providence pour les salopins de la phynance

« Je disais donc, messieurs, que les finances vont passablement. Un nombre considérable de chiens à bas de laine se répand chaque matin dans les rues et les salopins font merveille. De tous côtés, on ne voit que des maisons brûlées et des gens pliant sous le poids de nos phynances. »

Père Ubu



ON NE PRÉSENTE PLUS NOAM CHOMSKY aux lecteurs du Couac, l'intellectuel étatsunien le plus boudé par les médias de masse. Dans *Le profit avant l'homme*, Chomsky s'attaque au grand mythe néolibéral: la « loi naturelle » du marché. Comment notre société en est-elle venue à donner plus de droits aux entreprises (personnes immorales) qu'aux personnes physiques? Pourquoi

accepte-t-on que les entreprises multinationales qui n'ont ni légitimité démocratique, ni imputabilité, aient autant d'influence sur les gouvernements au pouvoir? Comment l'opinion publique peut-elle accepter que les partis politiques soient financés par des entreprises qui reçoivent en retour des permis de polluer à gogo et des milliards de fonds publics en subventions de toutes sortes?

Le dogme néolibéral postule que plus les riches s'enrichissent, plus les pauvres profitent des « retombées ». Plus les riches festoient, plus il tombe de miettes de leur table. Pour augmenter la production de miettes, il faut laisser le plus possible de fric dans les poches de l'élite

capitaliste en réduisant ses impôts à zéro. L'État, donc les citoyens, doit tout mettre en œuvre pour faciliter le travail des « maîtres du monde » qui « créent » la richesse. L'État, donc les citoyens, doit se tenir à l'écart et laisser le champ libre aux entreprises capitalistes. Le pouvoir des citoyens des « démocraties » néolibérales se limite au droit d'élire tous les quatre ou cinq ans le candidat qui a reçu les plus grosses contributions des salopins de la phynance. Actuellement, les gouvernements des « démocraties » capitalistes industrialisées prennent leurs décisions en fonction des besoins des grandes entreprises qui contribuent à leur caisse électorale. Les grandes sociétés capitalistes sont, dans les faits, des organisations secrètes et autocratiques. Un État démocratique ne peut pas être gouverné en fonction des intérêts particuliers d'un groupe restreint de sociétés secrètes totalitaires. Le néolibéralisme est l'ennemi de la démocratie.

La « tarte » capitaliste est limitée. L'économie capitaliste fonctionne selon le principe des vases communicants. Quand un investisseur s'enrichit, un autre s'appauvrit (souvent l'État). Par exemple, les nouveaux riches de l'industrie cybernétique se sont rempli les poches en vidant les fonds de pensions et en écumant les fonds publics. On peut d'ailleurs constater les ravages du néolibéralisme partout où il passe: instabilité de l'économie, désastres environnementaux, aggravation des inégalités sociales et économiques, appauvrissement des citoyens les plus pauvres et pluie de dollars dans les comptes à numéros des paradis fiscaux pour les gros salopins et leurs sous-fifres politiques.

Les industriels qui brandissent hypocritement la « loi naturelle » du marché pour exiger des coupures dans les

services sociaux, oublie facilement leurs beaux principes quand vient leur tour de recevoir un gros chèque de BS (bienveillante subvention). La « loi artificielle » des subventions de toutes sortes et des contrats gouvernementaux surfacturés est beaucoup plus souvent la règle que l'exception. Les industries, même les plus rentables, reçoivent des subventions à la pelle. Pensons à Intrawest qui vient tout juste de recevoir 95 millions pour transformer le mont Tremblant en trappe à touristes néo-Disneyland. Ou encore à Québec qui a coûté une couple de milliards en fonds publics. De plus, comme les grands assistés sociaux contrôlent aussi les médias, ils peuvent en tapisser les pages de futilités star-académiciennes pour noyer le poisson.

Et c'est justement parce que l'opinion publique est tenue dans l'ignorance, pour ne pas dire dans l'insignifiance, que les traités commerciaux qui régissent la mondialisation capitaliste néolibérale sont concoctés en secret, et définissent les droits des compagnies multinationales aux dépens des droits des citoyens.

Sabre à finances et cornegidouille, Monsieur Chomsky, le néolibéralisme serait donc, avec la guerre au terrorisme et la guerre à la drogue, une des plus grosses salopineries du XXI^e siècle. Merdre!

JACQUES BOUCHARD

Noam Chomsky, *Le profit avant l'homme*, 10/18, Paris 2004

1 - Bêtes féroces dressées à détrousser les rentiers. Alfred Jarry, *Ubu Roi*, 1896



Le journal *Les Affaires* nous apprend que l'idéologie néolibérale basée sur la compétition et la domination serait contaminée par l'esprit olympique. Celui d'aujourd'hui, « macdonalysé », sans doute. Mais l'original, celui de Pierre de Coubertin, vraiment?

Ce cher baron doit plutôt faire des doubles sauts arrière dans sa tombe en entendant cela. Qu'est-ce qu'il disait déjà? Ah oui: « L'important, c'est de participer »...

Altermondialistes de tous les pays...

Claude G. Charron

SI LES ARTICLES DU NUMÉRO 72 de *Manière de voir* (Le nouveau capitaliste) offraient un tableau uniformément sombre de l'état du monde, ce numéro 75 intitulé *Altermondialistes de tous les pays...* a plutôt la forme d'un patchwork, avec ses zones d'ombre et ses éclaircies. Ces dernières ont comme noms de Lula, Marcos, Chavez, Attac, FSM. Dans ce numéro, on peut apprécier l'ampleur du rôle joué par *Le Monde diplomatique* dans l'émergence de l'altermondialisme. Le directeur du mensuel est plein d'espoir depuis Porto Alegre. « Venus des quatre coins de la planète, écrit Ignacio Ramonet, ces altermondialistes s'opposent à l'actuelle barbarie économique et refusent le néolibéralisme comme horizon indépassable. »

Moins optimiste est le philosophe Jean Baudrillard, dont on publie des extraits de son *Power Inferno*. Face à « cette puissance homogénéisante et dissolvante qu'est la mondialisation », Baudrillard voit « se lever partout des formes hétérogènes – pas seulement différentes, mais antagonistes. Ce serait une erreur de condamner ces sursauts comme populistes, archaïques, voire terroristes. Tout ce qui fait événement aujourd'hui le fait contre cette universalité abstraite – y compris l'antagonisme de l'Islam contre les valeurs occidentales (c'est parce qu'il est la contestation la plus véhémente qu'il est aujourd'hui l'ennemi numéro un) ». Qui peut faire échec au système mondial? « Certainement pas le mouvement de l'antimondialisation », rétorque Baudrillard. Il n'a pour objectif « que de freiner la dérégularisation. L'impact politique peut être considérable. L'impact symbolique est nul. Cette violence-là est encore une sorte de péripétie interne que le système peut surmonter en restant maître du jeu. »

Jean Ziegler est tout aussi pessimiste. L'aspect le plus inquiétant des organisations financières que sont la Banque mondiale, le FMI et l'OMC est qu'« elles sont dirigées par des hommes qui croient agir pour le bien de l'humanité ». Et Gustave Massiah d'ajouter que « personne n'a jamais mandaté les dirigeants du G8 à se constituer en directoire de la planète ».

Autre coup de butoir de la part du sous-commandement Marcos: « L'ordre mondial est revenu aux vieilles époques des conquêtes de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Océanie. Étrange

modernité qui avance à reculons.[...] Des pays entiers deviennent des départements de la mégacorporation néolibérale, qui produit ainsi, d'un côté, la destruction/dépeuplement, et, de l'autre, la reconstruction/réorganisation de régions et de nations.[...] Dans les années 1960 et 1970, le nombre de pauvres (définis par la Banque mondiale comme disposant de moins de un dollar par jour) s'élevait à quelque 200 millions. Au début des années 1990, leur nombre était de 2 milliards. »

Donnent raison au chef zapatiste de nombreux témoignages provenant de *La planète d'en bas*. Jean Ziegler raconte que celle-ci se retrouve à l'épicentre de l'Empire, à deux rues derrière le Capitole: « Don't go there, please », me dit un sénateur de New York. [...] Par there, il désigne les quartiers noirs, le ghetto, une pierre pouilleuse ravagée par le crack, l'alcool et le crime » (Extrait de *Les Nouveaux Maîtres du monde et ceux qui leur résistent*). Dans *Une obsession nommée Bombay*, la journaliste Mila Kahlon nous montre que la cohabitation entre extrêmement riches et complètement démunis devient la règle partout à mesure que le néolibéralisme déploie ses tentacules. La ville d'accueil du 4^e Forum social mondial en est une démesurée, étouffante, qui « dégage les visions et les odeurs les plus effroyables de la pauvreté et de la maladie ». Surprise: « À Bombay, d'ajouter Kahlon, l'immobilier vaut de l'or et les prix dépassent ceux de New York et de Tokyo »!

En conclusion, Bernard Cassen semble craindre que, « dans la mesure où le libéralisme "fait" système à tous les niveaux, l'altermondialisme ne peut simplement lui opposer des réponses éparpillées et sectorielles ». Une illustration rend bien cette hantise: un homme tient à bout de bras une Tour de Babel... renversée. Et que faire pour éviter l'échec? Réponse de Cassen: « qu'une dizaine de personnalités, de "sages", disposant d'une stature morale et militante mondialement reconnue, se réunissent dans un lieu tranquille et, à partir de ce que tous les forums ont produit, rédigent ensemble ce Consensus sous forme d'une déclaration au monde, et la rédige bien (un écrivain ne sera pas de trop dans le groupe!) ». Cassen sent le besoin d'ajouter: « Il faut s'attendre à ce que cette méthode soit jugée élitiste pour certains. » Crainte justifiée. La République des Sages de Cassen ressemble à celle pensée par un certain Platon en des temps où les hommes libres se faisaient rares dans la Cité. Une Cité qui, par surcroît, n'avait pas la dimension du monde.

Pour se procurer le numéro 75 de *Manière de voir*, écrire à Secretariat@Monde-diplomatique.fr

Le naturaliste



UN PETIT OUVRAGE du prince Pierre Kropotkine a récemment été réédité chez Mille et une nuits. *La morale anarchiste*, originellement publié en 1889, cherche à contrer le postulat fort répandu qui affirme que les êtres humains sont fondamentalement méchants et qu'ils ont besoin de la Loi et de la Morale pour se contrôler. L'originalité du texte réside dans sa prémisse et dans son développement. D'emblée, Kropotkine accepte l'idée que les êtres humains agissent par égoïsme. Cependant, pour ce naturaliste et géographe, les humains comme les animaux sont des êtres sociaux qui agissent en fonction de la recherche du plaisir, un principe enraciné dans la vie elle-même.

La recherche du plaisir signifie préserver la race (le clan, la famille) pour les uns, promouvoir ce qui est utile à la société dans laquelle ils vivent, pour les autres. Le plaisir, le bien, le bon, est donc défini collectivement, et la vie nous porte à le rechercher. C'est de la mise en application de ce principe que naît la maxime « traite les autres [de ta société] comme tu voudrais qu'ils te traitent. » Cela porte la personne à se mettre à la place de l'autre pour le traiter comme elle voudrait l'être elle-même. C'est donc rationnellement que l'humain choisit l'entraide comme principe le plus favorable à la vie. Porté par cette maxime, l'humain apprend assez vite quelle est la différence entre le bien et le mal sans qu'il ne soit nécessaire de lui imposer une loi extérieure qui, en plus, ne servira qu'à justifier un système de domination.

À lire pour le plaisir et pour imaginer que tout aurait pu être autrement si la volonté de vivre, l'exubérance et la créativité humaines avaient été canalisées autrement.

MARCO SILVESTRO

Pierre Kropotkine, *La morale anarchiste*, 2004, Paris, Mille et une nuits (no. 447), 95 pages.

Un monde complètement surréel

Noam Chomsky

Deuxième édition revue et corrigée

« Le contrôle idéologique est beaucoup plus important dans les démocraties que dans les États où la domination se fonde sur la violence, et il y est par conséquent plus raffiné et plus efficace. »

Pour ceux qui recherchent obstinément la liberté, il ne peut y avoir de tâche plus urgente que d'arriver à comprendre les mécanismes et les méthodes de l'endoctrinement. Ce sont des choses faciles à saisir dans les sociétés totalitaires, mais elles le sont beaucoup moins dans le système de « lavage de cerveau sous régime de liberté » auquel nous sommes soumis et que nous servons trop souvent en tant qu'instruments consentants ou inconscients. »



Dans toutes les (bonnes) librairies et sur

www.luxediteur.com

88 pages

8.95\$

Lux Éditeur
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal (Qc) H2H 1V0
info@luxediteur.com



Le contrat hédoniste



MICHEL ONFRAY a un parcours de philosophe pour le moins atypique. À 45 ans, il a déjà publié une vingtaine d'ouvrages dans lesquels il propose une théorie de l'hédonisme. Professeur

de lycée pendant 20 ans, il n'a jamais été intéressé par le parcours classique du philosophe universitaire. Tellement peu, en fait, qu'il a abandonné l'Éducation nationale, il y a deux ans, pour fonder l'Université Populaire à Caen, dans cette Normandie qu'il n'a jamais quittée si ce n'est pour donner des conférences partout dans le monde.

Depuis deux ans également, son Université Populaire se transporte en Corse, à Ajaccio, durant la première semaine du mois d'août, histoire de prendre un peu congé de la grisaille normande pour réfléchir sous le même soleil que les philosophes de la Grèce antique. Le principe de base y est le même que celui de l'Université populaire de Caen: gratuité, libre accès, ouverture sur un public aussi large que possible.

Intrigué par cette deuxième Université Populaire d'été d'Ajaccio, qui s'est déroulée du 2 au 6 août dernier, *Le Couac*, ne reculant devant aucune dépense pour tenir ses lecteurs informés des dernières initiatives de résistance aux idéologies dominantes, a dépêché sur place un camarade qui vous rapporte ici une entrevue exclusive faite sur place avec Michel Onfray!



LE COUAC (LC): Michel Onfray, pourquoi avez-vous créé une université populaire?

dire des profs de philo qui formeront des profs de philo. Moi, cette logique de reproduction sociale ne me convient pas.

MICHEL ONFRAY (MO):

Quand j'ai quitté l'Éducation nationale en France après 20 ans d'enseignement dans un lycée technique, j'avais toujours le désir de transmettre, mais je ne voulais plus de la police de l'Éducation nationale. La direction, les inspecteurs, les rapports administratifs, ça me pesait vraiment trop. Je fais pas mal de conférences un peu partout sur la planète et à chaque fois, les gens me disent: «On est très heureux avec cette conférence, mais comment vous voir ailleurs? Est-ce qu'on peut venir à votre université?». Je leur précise que je ne suis dans aucune université et que la directrice de mon lycée ne veut surtout pas qu'il y ait des gens de l'extérieur qui débarquent chez nous.

La logique du café philo ne me plaisait pas non plus. Il y a des aspects que je trouve très bien et qu'on a gardés à l'Université Populaire, comme l'entrée et la sortie libres. Mais ce qui me déplaisait,

Réhabiliter les philosophies matérialistes

Pour Michel Onfray, il faut déconstruire l'historiographie classique enseignée dans les universités. Pour lui par exemple, il n'y a pas de philosophes « présocratiques » comme on l'enseigne partout. Mettre dans le même sac toute une diversité de philosophes constitue à ses yeux une façon de les discréditer. Également parce que certains présocratiques sont des... contemporains de Socrate. Certains sont même postérieurs à Socrate! Démocrite, par exemple, survit 40 ans à Socrate et être considéré comme un présocratique? Pour Onfray, le fait que Démocrite soit le plus grand penseur matérialiste atomiste de l'Antiquité n'est sûrement pas étranger à cette marginalisation de Démocrite alors qu'on présente inévitablement Platon comme un personnage central de la philosophie. D'autant plus que, fait biographique dont on ne parle jamais, Platon a voulu mettre le feu à la totalité de l'œuvre de Démocrite...

Difficile, en effet, pour le philosophe idéaliste qu'était Platon, d'accepter qu'un type qui claironne qu'il n'y a que de la matière reçoive autant d'attention que lui en son temps. Des temps qui ont bien changé, puisque deux mille ans de judéo-christianisme se sont chargés de porter Platon et son monde de l'au-delà aux nues (ce qui faisait bien leur affaire...) tout en prenant soin d'occulter l'importance de la pensée atomiste de Démocrite.

c'était cette espèce d'improvisation généralisée, de discussion de bistrot, de dire: «On se réunit, on parle d'un sujet, on cite une fois Hegel, une fois Spinoza», et on a l'impression qu'on a fait de la philosophie. Pour moi, ce n'est pas non plus la solution.

Alors j'ai pensé à une université populaire qui garderait ce qu'il y a de plus intéressant dans l'enseignement universitaire, soit la transmission de contenus, la construction d'un cours pour ses auditeurs, le fait de trouver des choses qui ne sont pas dans les encyclopédies, de faire un véritable travail de chercheur. Et puis

on garde ce qu'il y a de plus intéressant dans les cafés philo, c'est-à-dire que vous venez si vous voulez, quand vous voulez, et c'est gratuit, dans tous les sens du terme. Je ne veux pas que ça coûte l'euro. Et le seul contrat qui existe est un contrat hédoniste, à savoir: si vous avez du plaisir, vous revenez; si vous n'en avez pas, vous partez.

LC: Du café philo, vous avez aussi gardé l'idée d'un échange avec le public...

MO: Il y a d'abord un cours magistral durant la première heure, et la deuxième heure est un échange libre, mais en relation avec la première heure. Le cours est alors ouvert à la critique, au sens grec du terme, c'est-à-dire qu'on le passe au crible ensemble: j'ai aimé, je n'ai pas aimé, j'ai préféré ceci, je pense plutôt que, etc. Je tiens à ce que la séance soit composée de ces deux temps comme on le fait ici à l'Université Populaire d'Ajaccio: on écoute d'abord ce que l'interlocuteur nous dit, et puis après, il y a un débat.

LC: Y a-t-il un lien entre les différents cours? Les vôtres par exemple, je crois qu'il y a un cursus échelonné sur l'année?

MO: Sur plusieurs années, en fait. Il y a cette historiographie à déconstruire, alors je le fais: j'ai démarré avec les présocratiques la première année, puis on a abordé la résistance au christianisme l'an passé, et on va éventuellement finir avec Deleuze. On va même aller au-delà puisqu'il y aura des cours sur Foucault, mais aussi sur des vivants: René Scherer, Clément Rosset, Raoul Vaneigem. Je traite donc année après année le même sujet, mais en me déplaçant dans le temps. J'essaie de faire en sorte que ce soit à plusieurs niveaux, que les gens qui ont peu de connaissances dans le domaine puissent entrer, et qu'en même temps les gens les plus documentés sur le sujet puissent y trouver leur compte. Chaque séance est également construite pour pouvoir être entendue sans les précédentes. Mais si on écoute toutes les séances, il y a une cohérence, une complémentarité. C'est à charge pour moi de fabriquer ce jeu d'aller-retour dans le temps.

Ceci dit, d'autres conférenciers comme Raphaël Enthoven pour la philo générale et Gérard Poulouin pour la philo politique proposent plutôt un thème général



et donnent des cours indépendants sur ce thème durant toute l'année. Pour Gérard, une fois ce sera Locke et la tolérance, la semaine d'après Hobbes et le contrat social, ensuite la question du peuple chez Marx, etc.

LC: En prônant le concept d'essaiage pour l'Université populaire, vous souhaitez que cette démarche se propage?

MO: Oui. Au Canada, par exemple! Je dis: «Voilà, c'est une idée qui appartient à ceux qui s'en emparent». Ce n'est pas «moi, le créateur du concept, qui...» Non. Moi je propose une formule et je dis: «Faites avec cette formule et n'ayez pas le culte de la personnalité, en l'occurrence la mienne». Nietzsche dit: «Un bon maître est celui qui apprend à ce qu'on se déprenne de lui». Donc soyons Nietzsche et disons, par exemple au Québec: «J'ai envie de faire une Université Populaire sur la question des neurosciences, des médias ou de la musique contemporaine, etc. En autant qu'il y a du savoir à défendre, à partager. Du savoir alternatif et politiquement engagé...»

LC: C'est important, pour vous, l'implication politique des savoirs transmis?

MO: Oui. Il n'est pas question pour moi de faire un cours sur Descartes ou sur Platon. Ça ne m'intéresse pas. J'ai côtoyé pendant vingt ans des élèves gâchés par le système et dirigés vers des matières «rentables» qui ne leur plaisaient pas. Et je me suis toujours efforcé de ne pas abaisser la philosophie jusqu'à eux, mais de les hisser jusqu'à elle. Avec tout le potentiel de résistance et d'insoumission qu'une philosophie hédoniste peut faire naître...

L'autre façon de concevoir l'université

Le concept d'université populaire remonte à la fin du XIX^e siècle, à l'époque de l'Affaire Dreyfus. Des historiens, des écrivains et des philosophes y proposaient des cours gratuits à destination de ce qu'il était convenu alors d'appeler la classe ouvrière. L'objectif était de démocratiser la culture et de dispenser gratuitement un savoir au plus grand nombre.

L'Université Populaire de Caen reprend ces objectifs en les actualisant: la culture y est vécue comme un auxiliaire de la construction de soi, non comme une occasion de signature sociale. Depuis deux ans, on peut y suivre des cours de philosophie générale, des cours de philosophie politique, des cours d'histoire du féminisme, de cinéma, d'art contemporain et cette année on ajoutera un cours d'épistémologie. Il y a même un atelier de philo pour enfant! Sans oublier, bien entendu, le cours de philosophie hédoniste de Michel Onfray. Sur la base d'un contrat hédoniste et libertaire, plus de 500 personnes viennent alors entendre parler d'Aristippe de Cyrène, de Michel de Montaigne, des gnostiques, etc. Certains n'ont pas raté une seule séance depuis deux ans, d'autres se déplacent de Paris, à deux heures de route, pour venir assister au cours.

Il n'est pas question non plus de dire: «Je ne suis pas professeur d'université, ça me manque, alors je me fais ma propre université». Surtout pas! Il s'agit de faire une université populaire qui ne soit pas une université bis, mais une alternative à l'université. Dans une université «normale», vous n'entendez jamais parler de Pierre Charron ou de St-Evremond comme je vais le faire l'an prochain. Et si vous entendez parler de Montaigne, vous n'en entendrez pas parler comme j'en parle. Cela demande pas mal d'énergie, en plus du fait du côté organisationnel bien concret de la chose: obtenir des subventions, des lieux, des prêts, faire des affiches, etc. Mais bon, on ne peut pas faire de la philosophie seulement dans sa tour d'ivoire. C'est le prix à payer. Voilà. Vous me libérez pour que j'aie assisté au cours de Gérard?

ENTREVUE RÉALISÉE PAR BRUNO DUBUC



Site Internet de Michel Onfray et de l'Université Populaire <http://perso.wanadoo.fr/michel.onfray/>

Pour un temps limité, vous pouvez écouter les cours donnés par Michel Onfray durant la deuxième année de l'UP de Caen sur le site Internet de France Culture au: <http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/ete2004/onfray/archives.php>

Vous pouvez aussi vous procurer les CD des 12 premiers cours de Onfray à l'UP (automne 2002) en allant au: <http://perso.wanadoo.fr/michel.onfray/acueilup.htm#cd>



Devant cette conception d'une discipline de réflexion comme un petit catéchisme, je me suis dit d'accord que l'université continue à fabriquer les siens, c'est-à-